

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

MICHEL CÉPÈDE

Chronique des statistiques agricoles

Journal de la société statistique de Paris, tome 95 (1954), p. 204-210

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1954__95__204_0

© Société de statistique de Paris, 1954, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques

<http://www.numdam.org/>

IV

CHRONIQUE DES STATISTIQUES AGRICOLES

L'année 1952-1953 a été une année de grosses récoltes pour l'agriculture française. Sans doute, la pluviosité exceptionnellement abondante et persistante de l'automne 1952 a contrarié et retardé les semailles d'automne qui ont dû s'échelonner sur une période anormalement longue, mais elle a accumulé des réserves qui ont permis de profiter d'un hiver et d'un printemps où les précipitations ont été rares.

L'été, assez instable jusqu'en août avec des mois de juin et juillet assez froids pour la saison, est devenu sec. La pluviosité est demeurée faible jusqu'à l'arrière-saison. Les récoltes souvent retardées ont pu rattraper un retard et

atteindre des rendements que les conditions peu favorables de l'automne et de l'hiver ne pouvaient laisser espérer.

La récolte de blé est, avec près de 90 millions de quintaux, la plus forte enregistrée depuis 1938 (98 millions). Sauf en ce qui concerne le seigle, le méteil et le sarrasin et l'ensemble des oléagineux dont la régression continue, toutes les récoltes sont plus abondantes qu'en 1952.

Voici d'ailleurs les chiffres de 1952 et 1953 comparés à la moyenne 1930-1939 :

	MOYENNE 1930-1939	1952	1953
Blé	80.486	84.211	89.811
Méteil	871	867	849
Seigle	7.879	4.815	4.670
Orge	11.041	17.291	22.389
Avoine	47.493	33.548	38.627
Mais	5.349	4.849	8.026
Sarrasin	3.109	1.075	963
Pommes de terre (primeurs et nouvelles de plein champ).	10.397	6.026	6.277
Pommes de terre (autres de plein champ).	146.175	104.695	130.160
Betteraves industrielles	91.171	95.041	125.365
Betteraves fourragères	326.697	281.038	359.889
Total des oléagineux	160	2.486	1.143
Total des légumes secs	2.508	1.609	2.300
Prairies artificielles	112.441	130.654	162.938
Prairies temporaires	17.365	30.656	34.780
Fourrages annuels	24.560	30.358	34.871
Prés naturels de fauche	179.461	161.596	178.645
Vins (milliers d'hl)	58.885	58.885	59.113

En analysant ces productions en surfaces et rendements, on constatera que les tendances observées au cours des années précédentes se sont poursuivies en 1953 en ce qui concerne les surfaces en céréales : l'orge et le maïs continuent leur expansion; le blé reste sensiblement stationnaire : la réduction de 80.000 hectares des surfaces par rapport à 1952 pouvant être considérée comme accidentelle et provoquée par l'humidité anormale de l'automne. Les surfaces consacrées aux autres céréales diminuent. Pommes de terre et betteraves industrielles sont pratiquement stationnaires. Les oléagineux reperdent du terrain.

La consommation des engrais a été supérieure à celle de l'année précédente. Cependant, elle reste très inférieure aux objectifs du plan.

ANNÉES	AZOTE (tonnes de N)	ACIDE phosphorique (tonnes de P ² O ⁵)	POTASSE (tonnes de K ² O)
1952	223.763	478.599	355.154
1953	277.804	527.784	391.878
Soit en plus	2,4 %	9,4 %	10,4 %

Les rendements sont en général bons. Celui du blé (21,3), constitue un record jamais atteint pour l'ensemble de la France.

Pour la culture du riz dans la région méridionale, l'année 1953 a été beaucoup moins favorable que la précédente : 19.300 hectares au lieu de 21.900 l'an

dernier n'ont donné que 69.000 tonnes de paddy (20.200 de moins qu'en 1952). Le froid d'avril avait beaucoup nui à la levée, détruisant ou éclaircissant de nombreuses rizières. Des pluies très abondantes en septembre et octobre dans le Sud-Est ont retardé les récoltes et provoqué la perte de plusieurs centaines d'hectares de rizières.

	MOYENNE 1930-1939		1952		1953	
	Milliers d'hectares	Quintaux par hectare	Milliers d'hectares	Quintaux par hectare	Milliers d'hectares	Quintaux par hectare
Blé	5.228	15,4	4.297	19,6	4.219	21,3
Séigle	680	11,6	430	11,2	408	11,4
Orge	750	14,7	1.075	16,1	1.203	18,6
Avoine	3.884	14,3	2.275	14,7	2.270	16,1
Mais	340	15,8	349	13,9	375	21,4
Pommes de terre (primeurs et nouvelles de plein champ	119	87,2	54	110,4	54	115,2
Pommes de terre (autres de plein champ	1.294	113	884	118,5	896	145
Betteraves industrielles	318	287	424	224,4	413	304
Betteraves fourragères	893	366	808	348	846	425,3
Total oléagineux	14	11,2	169	14,7	103	11,1
Total légumes secs	254	9,9	228	7	231	9,9
Prairies artificielles	2.931	38,4	3.300	39,0	3.357	45,6
Prairies temporaires	549	31,6	1.047	29,4	1.028	33,8
Fourrages annuels	722	34	816	37,2	810	42,6
Prés naturels fauchés	5.564	32,2	5.254	30,8	5.292	33,7

En ce qui concerne le cheptel, la population chevaline régresse encore comme l'an dernier de près de 50.000 têtes, ce qui confirme que le phénomène est significatif. Les espèces bovine et porcine ont plus que rattrapé le retard causé l'an dernier dans leur rapide progression antérieure des suites de la pénurie d'aliments du bétail en 1951-1952 et de l'épizootie de fièvre aphteuse. L'espèce ovine qui reste très en dessous des chiffres de 1938 progresse néanmoins de plus de 150.000 têtes en un an, ce qui, après la progression de plus de 75.000 têtes constatée l'année précédente est très significatif.

Effectifs des animaux de ferme au 1^{er} octobre
(milliers de têtes)

	1938	1952	1953	DIFFÉRENCE entre 1953 et 1938
Espèce chevaline	2.692	2.333	2.277	— 415
Espèce bovine	16.621	16.193	16.889	+ 1.268
Espèce ovine	9.872	7.662	7.826	— 2.046
Espèce porcine	7.127	7.154	7.328	+ 201

Les chiffres du bétail bovin méritent cependant une remarque importante. En particulier, en ce qui concerne le bétail laitier, il est admis de considérer qu'ils sont gravement sous-évalués de même que la production laitière. Depuis plusieurs années, des efforts ont été réalisés pour déterminer l'ordre de grandeur de la sous-évaluation. Grâce à l'étude régionale systématique du bilan production-utilisation il a été possible de mettre en évidence les régions où les sous-évaluations sont les plus graves. De telles études ne peuvent pas rester ignorées des services intéressés et des corrections sont naturellement apportées

dans les départements ayant fourni antérieurement les chiffres les plus aberrants. Une part non négligeable de l'augmentation des chiffres de bovins peut venir de ces redressements dont l'effet a pu déjà se faire sentir en 1952 où les abatages importants par suite de la fièvre aphteuse et de la pénurie de fourrages ont pu être partiellement compensés. Il serait vraisemblablement imprudent d'interpréter de façon trop précise les variations qui pourront être constatées dans les années à venir par rapport aux chiffres de la série antérieure.

La comparaison des chiffres des dernières années de notre commerce extérieur donne l'impression d'une certaine stabilité en valeur de nos importations agricoles totales, tandis que les territoires d'outre-mer montrent une tendance à profiter de la baisse de nos importations en provenance de l'étranger pour se substituer à lui.

Importations (milliards de francs)

ANNÉES	ÉTRANGER			OUTRE-MER			ÉTRANGER x 100 OUTRE-MER	
	Agricoles (1)	Totales (2)	% (1/2) (3)	Agricoles (4)	Totales (5)	% (4/5) (6)	Agricoles (7)	Totales (8)
1951	200,1	1.279,5	15,6	252,9	335,8	75,3	79,1	381
1952	185,2	1.231,5	14,9	282,5	360,4	78,4	84,3	351
1953	161,9	1.029,3	14,8	295,7	364,8	81,2	54,5	299

Exportations (milliards de francs)

ANNÉES	ÉTRANGER			OUTRE-MER			ÉTRANGER OUTRE-MER x 100	
	Agricoles (1)	Totales (2)	% (1/2) (3)	Agricoles (4)	Totales (5)	% (4/5) (6)	Agricoles (7)	Totales (8)
1951	141,6	936,9	15,1	85,4	547,4	15,6	166	171
1952	97,1	818	11,9	91,3	598,1	15,8	106	137
1953	88,6	889,6	9,9	84,8	519,9	16	105	171

La contraction de nos exportations agricoles vers l'étranger se poursuit tendant à rejoindre le niveau relativement stable de ces ventes vers les territoires d'outre-mer. Les produits agricoles représentent moins de 10 % de nos exportations vers l'étranger alors que dans les années 1949, 1950 et 1951 ils en représentaient environ 15 %.

Malgré la reprise de nos exportations de blé qui nous a permis de redevenir exportateurs nets dans notre commerce spécial avec l'étranger de 212.000 tonnes en 1953 (exportations nettes 1950 : 530.000 tonnes, 1951 : 335.000 tonnes, 1952 : importations nettes : 552.000 tonnes). des exportations nettes de près de 1.800 tonnes de viande de bœuf (1951, exportations nettes : 1.320 tonnes, 1952 : importations nettes : 11.500 tonnes), de fruits, en particulier de pommes et poires : 20.000 tonnes, nous n'avons pu compenser les très fortes diminutions de nos exportations de salaisons et conserves de viandes, pailles et fourrages et l'accroissement considérable de nos importations nettes de laits

concentrés et beurre, pommes de terre, légumes secs et sucre. Pour les sons et issues, d'exportateurs nets en 1952 (31.000 tonnes) nous sommes devenus importateurs nets en 1953 (4.200 tonnes).

	UNITÉS	IMPORTATIONS			EXPORTATIONS		
		1951	1952	1953	1951	1952	1953
Chevaux trait et selle.	têtes	348	171	163	3.558	3.088	1.760
Chevaux de boucherie.	—	26.778	24.518	1.957	5.570	3.685	4.688
Bovins.	quint.	135.487	61.415	26.810	135.552	5.554	11.412
Porcins.	—	119.692	42	76	8.031	250	2.956
Viande de bœuf.	—	68.243	136.849	43.245	81.339	22.102	61.097
Viande de porc.	—	240.838	46.268	16.590	20.749	1.005	2.508
Salaisons et conserves de viande.	—	4.088	4.173	11.305	332.897	112.087	37.762
Laits concentrés.	—	53.610	39.240	51.692	858	527	260
Beurre.	—	136.037	149.593	192.510	796	732	790
Fromages.	—	90.331	165.447	83.508	45.465	36.460	33.872
Œufs.	—	40.504	66.944	69.980	94.518	35.723	13.241
Légumes frais.	—	461.326	521.559	608.613	830.797	695.400	649.069
Pommes de terre.	—	1.105.039	1.275.013	2.508.531	525.767	419.385	127.282
Légumes secs.	—	327.248	78.173	224.569	55.692	19.269	19.381
Raisins frais.	—	14.329	34.944	44.702	207.084	291.648	272.307
Fruits à pépins.	—	605.225	313.279	340.728	345.233	239.627	536.709
Fruits à noyaux.	—	53.048	83.046	56.327	56.530	15.070	58.723
Baies comestibles.	—	26.105	9.393	13.267	44.915	42.607	39.990
Blé.	—	1.748.159	6.627.791	205.539	5.001.546	1.108.029	2.332.454
Céréales secondaires.	—	5.893.472	4.426.836	4.402.571	198.814	238.013	14.277
Riz.	—	424.318	229.821	202.924	674	510	71.394
Farines de céréales.	—	371	55.219	122.249	661.133	374.114	369.603
Sons.	—	127.890	42.013	139.459	622.760	350.696	95.570
Pailles et fourrages.	—	3.577	3.800	2.215	3.152.899	1.331.027	296.698
Sucres.	—	711.970	1.698.805	2.057.516	652.608	247.187	121.486
Vins et apéritifs.	hectol.	84.072	71.770	83.479	786.228	814.956	1.051.713
Eaux-de-vie.	hectol. d'alcool pur	1.786	1.861	3.090	125.011	93.630	96.959

Le recensement de l'agriculture doit être réalisé en 1955. Les travaux préparatoires devraient être achevés à l'automne. Au cours de l'hiver sera réalisé le fichier des exploitations et l'enquête proprement dite aura lieu fin 1955. A l'occasion de ces travaux préparatoires qui devaient être réalisés en 1954 le budget des Enquêtes statistiques du ministère de l'Agriculture a été porté de 39 à 109 millions. En application de la loi statistique du 7 juin 1951 un certain nombre d'organismes professionnels ont demandé l'agrément et soumis des questionnaires aux visas du Ministère de l'Agriculture et de l'Institut national de la Statistique et des Études économiques.

Les incertitudes quant à la statistique du cheptel ont amené le Service d'Études et de Documentation, parallèlement aux travaux évoqués ci-dessus, à autoriser un département, celui de la Côte-d'Or, à réaliser une enquête par déclarations individuelles portant sur les effectifs de bovins. Le chiffre obtenu au printemps 1954 serait de 167.000 bovins, soit 23.000 de plus que le chiffre départemental en octobre 1952; l'estimation de l'Ingénieur en chef Bellet, Directeur des Services Agricoles, est pour la même époque de 180.000 têtes environ, soit 13.000 de plus que la totalisation des déclarations individuelles. Lorsque le détail de cette opération aura été soumis à la critique statistique, il est possible que les hypothèses concernant la marge de sous-évaluation se recoupent. Après le recensement de 1955, il serait alors possible de reconstruire une nouvelle série dans ce domaine des productions animales,

l'un des plus importants, certes, mais sans doute le plus mal connu de notre économie rurale.

Les espoirs mis par certains dans des enquêtes par sondage ont été, comme nous le laissons prévoir l'an dernier, déçus chaque fois que l'on a voulu saisir des données pour lesquelles un cadastre ou un recensement suffisamment corrects font défaut.

C'est ainsi que l'enquête-sondage sur les investissements, si elle a donné quelques informations globales, présente bien des difficultés d'interprétation. Une amélioration des questionnaires ne suffirait pas à rendre valable un sondage au hasard au 1/500 dans une population dont seulement 70 % auraient effectué des investissements, 43 % n'auraient réalisé que 1/20 de l'investissement total, et 4 %, 60 % de cet investissement total. Il est aisé de souligner que lorsqu'on essaie de répartir de tels chiffres entre régions ou par nature d'investissement les conclusions deviennent très aléatoires.

Les résultats du dépouillement mécanographique, réalisé par l'I. N. S. E. E., des réponses des 4.542 exploitations interrogées permettent d'établir les tableaux suivants :

EXPLOITATIONS AYANT RÉALISÉ :	° DE L'ÉCHANTILLON	MONTANT de l'investissement moyen
		(milliers de francs)
Pas d'investissement.	30	0
Moins de 50.000 francs.	43	10
De 50.000 à 99.999 francs.	9	74
De 100.000 à 199.999 francs.	7	147
De 200.000 à 499.999 francs.	7	300
De 500.000 à 999.999 francs.	2	680
1 million et plus.	2	2.005
	100	102

Sur 102.000 francs d'investissement moyen, 88 étaient représentés par du matériel, 8 par des semences sélectionnées et 6 par du cheptel. Selon l'importance de l'exploitation, la répartition était la suivante :

	° de L'ÉCHANTILLON	INVESTISSEMENT MOYEN		EXPLOITATIONS ayant investi	INVESTISSEMENT moyen par exploitation ayant investi
		milliers de fr.	°		
Exploitations de moins de :					
5 ha	27	22	6	49	45
5 à 9 ha	22	42	9	68	62
10 à 19 ha	26	79	20	79	100
20 à 39 ha	18	138	22	85	161
40 à 59 ha	4,5	292	13	87	337
60 à 99 ha	3	527	15	90	585
100 ha et plus	1,5	1.123	15	85	1.328
	100,0	102	100	70	147

Dans les neuf régions entre lesquelles le territoire a été divisé, on constate que si la région du Nord et du bassin de Paris en tête à la fois par le pourcentage des exploitations ayant investi (84 %) et par l'investissement moyen par exploitation (284.000 francs), est suivie d'assez près en ce qui concerne

le pourcentage par le Centre-Nord (78 %), l'Ouest, le Sud-Ouest (74 %), le Centre-Sud (72 %), l'Est (69 %), le Nord-Est (68 %), le Nord-Ouest (63 %), voire le Sud-Est (54 %), elle a investi en moyenne, par exploitation, plus de deux fois ce qu'a investi le Centre-Nord (137.000 francs) et plus de six fois l'investissement moyen dans le Centre-Sud (42.000 francs) et le Sud-Ouest (45.000 francs), les chiffres pour les autres régions étant les suivants : Nord-Est (121.000 francs); Ouest (119.000 francs); Nord-Ouest (105.000 francs); Sud-Est (67.000 francs) et Est (65.000 francs) par exploitation.

Sans apporter de notions bien nouvelles, ces chiffres renforcent l'opinion qui oppose dans notre pays deux agricultures aux conditions et aux intérêts divergents, sinon opposés. Il apparaît de même que les investissements par exploitation ont été plus importants chez les fermiers (145.000 francs) que chez les propriétaires exploitants (88.000 francs) et chez ceux-ci que chez les métayers (60.000 francs); enfin, la proportion des exploitants ayant procédé à des investissements, comme le volume de ces investissements par ferme, décroît avec l'âge de l'exploitant. L'échantillon comportait 11 % d'exploitants de plus de 70 ans, 30 % de plus de 60 ans et 58 % de plus de 50 ans, ce qui paraît correspondre à la réalité de l'âge moyen élevé de nos chefs d'exploitation agricole.

Répétons, en conclusion, que toute critique valable de nos statistiques agricoles suppose le recensement de base et espérons que, réalisé en 1955, celui-ci n'attendra pas vingt-cinq ans le prochain recensement « décennal ». La tradition des grandes enquêtes, malheureusement interrompue en 1902, doit être remise en honneur dans le pays qui l'a inaugurée.

Michel CÉPÈDE.
